

SOMMAIRE

- **Emploi : le taux de chômage reste stable au troisième trimestre**
- **Rencontre CGT-Medef : communiqué de la délégation CGT**
- **Spectacle vivant : appel à une journée d'action le 13 décembre**
- **Sanmina (ex-Alcatel) : condamnation pour licenciement abusif**
- **Lu sur le site de l'Observatoire des Inégalités : hommes et femmes à égalité face au chômage**
- **Risques psychosociaux au travail : l'exposition varie selon le secteur, les qualifications et le sexe**
- **Inégalités : les femmes occupent des emplois moins épanouissants**
- **Formation syndicale : l'UGICT organise un stage sur les retraites**
- **Soirée-débat de l'UGICT-CGT : « POLITIQUES DE L'INTIME. Des utopies sociales d'hier aux mondes du travail d'aujourd'hui »**

ÉDITO

RETRAITES : LES FRANÇAIS TOUJOURS EN COLÈRE, MAIS PLUS CONFIANTS DANS LES SYNDICATS



La semaine passée, deux sondages sont venus apporter de l'eau au moulin des organisations syndicales et plus particulièrement de la CGT. Le premier porte sur l'état d'esprit des Français qui sont à 53 % « en colère » contre la réforme reculant l'âge de la retraite à 62 ans. Ils sont aussi 54 % à se dire « inquiets » quant aux perspectives de leur niveau de vie au moment de la retraite, 65 % au sujet du « montant de leur retraite ». Inquiets, mécontents, mais réalistes, les Français estiment cependant à 52 % qu'elle était inévitable. Ce n'est donc pas cette réforme là qu'ils attendent. De ce point de vue, on peut dire que ce sondage effectué mi-novembre montre une fois de plus que le chef de l'État et son gouvernement ont perdu la bataille des idées. Par leur cynisme et leur brutalité, ils ont imposé un vote et une promulgation en urgence avec comme seuls objectifs de donner satisfaction aux exigences du Medef et de répondre aux injonctions des agences de nota-

tion, mais aussi de s'exonérer au plus tôt de la contestation sociale. Il reste que les Français sont 41 % à estimer que cette réforme ne résout rien, mais ils sont aussi 83 % à penser que la question des retraites sera par ailleurs un des enjeux principaux de l'élection présidentielle de 2012. C'est dire que rien n'oblige les syndicats à passer à autre chose, à accepter comme le voudraient le patronat et le gouvernement que l'on referme la parenthèse des retraites. Au contraire, ce sondage indique qu'ils sortent gagnants de la confrontation des idées. Et d'ailleurs, deux autres sondages (TNS-Sofres) réalisés en septembre (mais publié le 30 novembre) et fin novembre indiquent que 54 % des Français font confiance aux syndicats pour défendre leurs intérêts, une proportion en nette hausse depuis le mouvement social sur les retraites. La hausse de la cote de confiance des syndicats concerne toutes les classes d'âge, mais surtout les 24-34 ans (plus 12 points). Elle est aussi plus forte chez les travailleurs du secteur privé (plus onze) que chez ceux du public (plus huit). On peut penser que la démarche unitaire portée par la CGT a non seulement joué un grand rôle dans l'élargissement du mouvement, mais qu'il est aussi pour beaucoup dans cette confiance renforcée.

Ce paysage est aussi celui dans lequel l'UGICT-CGT va engager les débats de son prochain congrès (du 29 mars au 1^{er} avril 2011 à Vichy). Un de ses enjeux sera de capitaliser cette confiance accrue dans les syndicats et gagner en syndicalisation parmi les ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise et professions intermédiaires, parmi les jeunes diplômés notamment.

Emploi : le taux de chômage reste stable au troisième trimestre



Le taux de chômage en France, qui avait baissé au deuxième trimestre, est resté stable au troisième trimestre à 9,3 % de la population active en métropole et à 9,7 % avec les départements d'Outre-mer (DOM), selon les chiffres publiés jeudi par l'Insee.

La situation des jeunes présents sur le marché du travail s'est encore dégradée, avec une nouvelle hausse du taux de chômage, porté à 24,2 % en métropole (+ 0,9 point sur trois mois, + 0,5 point sur un an) et 25 % en incluant les DOM. Ces données, calculées selon les normes du Bureau International du Travail (BIT), sont la seule base de comparaison internationale. Un chômeur au sens du BIT n'a pas travaillé, même une heure, dans la semaine donnée et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi le mois précédent.

Rencontre CGT-Medef : communiqué de la délégation CGT

Après avoir reçu les quatre autres confédérations représentatives, le Medef a rencontré une délégation de la CGT conduite par son Secrétaire général, le vendredi 3 décembre. Laurence Parisot a évoqué l'éventualité d'un agenda social pour les deux prochaines années.

En préalable, Bernard Thibault a dénoncé les multiples situations de répression antisyndicale, qui dans de nombreuses entreprises semblent constituer la seule réponse patronale aux actions revendicatives parties prenantes du mouvement de ces derniers mois. La CGT a pointé la nécessité que des négociations s'ouvrent sur les attentes exprimées par les salariés dans le mouvement social actuel :

- ⇒ le partage équitable des richesses créées dans les entreprises, face à des politiques salariales atones ;
- ⇒ la réduction du chômage et de la précarité par le développement de la qualité du travail ;
- ⇒ les réponses à la dégradation de la relation des salariés à leur travail ;
- ⇒ la reconnaissance de la pénibilité, sujet récurrent et non traité dans la réforme des retraites ;
- ⇒ la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes.

Pour la CGT, l'absence de réponse à ces préoccupations forme un cocktail explosif dans les entreprises, ce que le Medef n'a pas démenti.

Tout au long de la réunion, Laurence Parisot s'est efforcée de rechercher des thèmes de discussion qui esquivent les questions de fond posées, mais qui puissent afficher un climat de « dialogue social ». Elle a notamment tenté d'ouvrir une piste de travail sur le financement de la protection sociale, avec l'objectif d'accroître la fiscalité pour réduire les cotisations sur les salaires. Devant les divergences sur l'ensemble des sujets, la présidente du Medef a dit devoir prendre le temps de la réflexion pour effectuer la synthèse des réunions avec les confédérations et leur proposer des thèmes de discussion.

Pour la CGT, la pression sur le patronat doit se poursuivre, dans les entreprises et dans les mobilisations nationales unitaires. La journée d'action du 15 décembre en est la prochaine importante étape.



Spectacle vivant : appel à une journée d'action le 13 décembre



Les acteurs du spectacle vivant sont appelés à manifester le 13 décembre à Paris « contre le désengagement de l'État » dans ce secteur, selon un communiqué de la Fédération CGT du Spectacle et du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac). « Alors que le théâtre, la danse, la musique, les arts du cirque et de la rue sont plébiscités par les publics en France et à l'étranger, qu'ils portent les espoirs des nouvelles générations, ils sont à nouveau la cible de multiples mesures gouvernementales destinées à couper leur élan et à pousser des collectivités territoriales à faire de même », affirment les syndicats. Ils dénoncent notamment les coupes claires dans les subventions ou encore le détournement des crédits des DRAC (Directions Régionale des Affaires Culturelles). « Le budget 2011 pour notre secteur est une peau de chagrin et toutes nos revendications sont écartées », estiment les syndicats. « Quant aux projets nouveaux, quel que soit leur intérêt, nous ne pouvons accepter qu'ils soient financés au détriment des structures existantes », ajoutent-ils. Ils jugent nécessaire de « réagir vite et fort pour obtenir que des mesures exceptionnelles soient prises rapidement en faveur du spectacle vivant ».

Sanmina (ex-Alcatel) : condamnation pour licenciement abusif

Le tribunal des prud'hommes a condamné vendredi à Cherbourg la société Sanmina (ex-Alcatel), spécialisée dans la fabrication d'équipements de transmission hertzienne, à verser près de 3 millions d'euros à 203 de ses anciens salariés pour « licenciement abusif ». Les prud'hommes ont octroyé des sommes oscillant entre 10 000 et 20 000 euros, correspondant à six mois de salaire, à chacun des salariés qui avaient assigné leur ancien employeur.

Le 4 avril 2008, 271 salariés de l'usine de Turlaville, près de Cherbourg (Manche), avaient été licenciés par Sanmina, filiale du groupe d'électronique américain Sanmina SCI et l'usine avait fermé. L'entreprise avait délocalisé sa production en 2006, notamment en Hongrie et en Thaïlande, la direction avançant des prévisions de charges en forte baisse. Elle avait déjà fermé ses trois autres sites de production en France, à Grenoble, l'Isle d'Abeau (Isère) et Châteaudun (Eure-et-Loir). Les salariés contestaient le motif économique invoqué par l'entreprise pour légitimer leur renvoi.



Lu sur le site de l'Observatoire des Inégalités : hommes et femmes à égalité face au chômage



Pour la première fois depuis les années 1970, le taux de chômage des femmes équivaut à celui des hommes. De quatre points jusqu'au milieu des années 1990, l'écart est quasiment nul depuis le troisième trimestre 2009. Comme les hommes sont en proportion un peu plus nombreux à se porter sur le marché du travail, il y a même davantage d'hommes que de femmes au chômage. Plusieurs facteurs expliquent cette « égalisation ». Sur le long terme, les femmes ont tiré davantage profit des créations d'emplois dans le secteur des services, de la distribution aux emplois domestiques, en passant par l'enseignement ou la santé. Leur niveau de diplôme s'est très nettement rapproché de

celui des hommes, même si elles s'orientent vers des filières moins valorisées. A plus court terme, la récession économique amorcée à partir de l'été 2008 a, au départ au moins, particulièrement frappé

les secteurs employant des hommes (industrie et bâtiment notamment). Enfin, l'intérim - qui embauche plus d'hommes que de femmes - a servi de première variable d'ajustement. Ce phénomène ne doit pas faire illusion. « *L'égalité des taux de chômage résulte pour une part du développement d'emplois de mauvaise qualité à temps partiel, occupés par les femmes* ». En matière de conditions d'emploi (salaires, statuts, responsabilités, temps partiel subi, etc.), les femmes demeurent largement défavorisées sur le marché du travail. Enfin, si la crise a d'abord frappé les hommes, elle s'est ensuite répercutée sur les femmes : en 2010, l'écart de taux de chômage s'est légèrement accru. Lien vers l'Observatoire des Inégalités : <http://www.inegalites.fr/index.php>

Risque psycho-sociaux au travail: l'exposition varie selon le secteur, les qualifications et le sexe

Selon une étude publiée mercredi par le ministère du Travail, les risques psychosociaux au travail (stress, dépression, violences...) varient suivant la qualification, le secteur d'activité mais aussi le sexe du salarié. Ainsi, les professions qualifiées sont plus confrontées à de fortes exigences au travail, les professions peu qualifiées étant plus touchées par le manque d'autonomie, de soutien ou de sécurité économique. Elle démontre également que les femmes sont plus exposées que les hommes au manque de marge de manoeuvre, de soutien social et de reconnaissance au travail. L'étude souligne que les exigences au travail (quantité de travail, pression temporelle, complexité du travail, difficultés de conciliation vie professionnelle et vie familiale) sont plus importantes pour les salariés qualifiés, même si les ouvriers sont plus contraints dans leur rythme de travail. En 2007 par exemple, 23 % des actifs occupés affirmaient qu'on leur demandait « *toujours* » ou « *souvent* » une quantité de travail excessive, les cadres et les professions intermédiaires se disant plus touchés que les ouvriers et employés.



Inégalités : les femmes occupent des emplois moins épanouissants



Selon une enquête de l'Insee pour le ministère du Travail, publiée jeudi, les femmes occupent des emplois où le travail semble « *moins épanouissant* », ont moins souvent des responsabilités hiérarchiques et accèdent plus difficilement à des formations. « *Qu'ils soient jeunes ou moins jeunes, qualifiés ou non, les hommes ont plus souvent des postes de responsabilité hiérarchique* », à « *35 %, contre 19 %* ». Certes, les femmes sont désormais plus nombreuses à avoir le statut de cadre mais cela n'implique pas des fonctions « *d'encadrement* » d'équipes (il existe les fonctions d'expertise). Ainsi, « *parmi les cadres, 62 % des hommes et 49 % des fem-*

mes encadrent d'autres salariés ». « *Plus l'environnement de l'entreprise est masculin, plus les responsables hiérarchiques sont des hommes* » et « *même lorsque l'entreprise compte plus de deux-tiers de femmes, les responsables sont des hommes dans 56 % des cas* ». Les femmes déclarent moins fréquemment que leur métier leur permet d'apprendre des choses nouvelles (68 %, contre 75 %), leur travail semble plus monotone (41 % disent réaliser des tâches diversifiées, contre 46 % pour les hommes). Elles sont 21 % (19,5 % pour les hommes) à ne jamais avoir bénéficié de formation professionnelle. Les femmes s'estiment « *plus souvent débordées dans leur travail* » en particulier quand elles ont de jeunes enfants, sont « *moins confiantes dans l'utilité de leur travail* » et « *moins satisfaites de leur salaire* ». Elles travaillent plus souvent à temps partiel.

Formation syndicale : l'UGICT organise un stage sur les retraites



Du 21 au 25 mars 2011, l'UGICT-CGT organise, au centre Benoît-Frachon à Gif-sur-Yvette, un stage sur les retraites. Seront notamment examinées les incidences de la réforme de novembre 2010 et des prochains accords AGIRC et ARRCO sur le montant de nos futures retraites, les conditions de leurs liquidations ainsi que les conséquences de la mise en place à partir de 2013 « d'un régime universel par points ou en comptes notionnels » (art. 16 de la loi du 9 novembre 2010), fusionnant tous les régimes du public et du privé et fonctionnant « à cotisations définies » selon les principes du système suédois. Ce stage s'adresse aux militants qui souhaitent s'approprier les propositions de la CGT pour faire échec au démantèlement de notre système de retraite. Inscription auprès de Valérie Specq au 01 48 18 85 06, ou v.specq@ugict.cgt.fr

Soirée-débat de l'UGICT-CGT : « POLITIQUES DE L'INTIME. Des utopies sociales d'hier aux mondes du travail d'aujourd'hui »

Mardi 7 décembre 2010 de 17h30 à 19h30
Salle Mezzanine - hall des fédérations
Complexe CGT, 263 rue de Paris, 93100 Montreuil
(Métro ligne 9 - Porte de Montreuil)

Autour du livre : « *POLITIQUES DE L'INTIME. Des utopies sociales d'hier aux mondes du travail d'aujourd'hui* ». Isabelle Berrebi-Hoffmann.

Directrice du LISE (Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Économique) au CNAM ; a été professeur au groupe HEC, en charge du programme doctoral du département management et ressources humaines. Elle a mené des travaux sur les « *salariés du savoir* ». Ses champs de recherche sont notamment la sociologie des organisations, sociologie du travail et sociohistoire du genre et de l'égalité.

Ce livre est une étude à plusieurs entrées qui nous conduisent dans différents domaines illustrant l'intrusion de la vie publique, politique, dans la vie privée et ses interactions. L'étude interroge plus particulièrement le monde de l'entreprise : « *il analyse le sens et la portée des nouvelles politiques de l'intime qui bousculent les articulations entre le travail et le hors travail, transforment le subjectif en dispositifs de gestion.* » L'attention au hors travail est devenue un nouvel enjeu gestionnaire. Il est montré « *à quel point la subjectivité et les sentiments participent à la régulation économique et politique de nos sociétés* ». Isabelle Berrebi-Hoffmann qui rédige l'importante introduction de cet ouvrage collectif pose la question suivante : « *Est-ce bien la technique, la bureaucratie, la raison organisationnelle et le travail qui envahissent nos mondes vécus ? Ne faut-il pas plutôt suivre une autre piste d'analyse, celle d'une redéfinition autonome de notre individualité ?* » Nul doute que notre débat reprendra et poursuivra la passionnante réflexion engagée sur l'individu et le collectif ou la société, et les propositions syndicales qui doivent intégrer ces éléments pour une meilleure efficacité.

